

## Edward Porokwa



### **La société civile, un espace qui n'a de cesse de se réduire**

La Tanzanie a continué tout au long de 2018 de voir diminuer la liberté d'expression et l'espace de la société civile, ayant des effets négatifs sur la situation de ses populations autochtones. La mise en place de politiques et de législations oppressives a rendu difficile la possibilité pour elles et les activistes des droits de l'homme d'opérer librement. En conséquence de quoi, ces derniers ont continué de faire face à un environnement caractérisé par l'impunité. Il y a généralement des ingérences excessives de la part du pouvoir politique sur l'autorité de la loi ; l'impunité ; une apathie à

poursuivre les coupables de violations des droits de l'homme ; et la mise en œuvre de lois draconiennes limitant la liberté des populations et retreignant l'accès à l'information et à la justice. Parmi ces lois, citons la Loi sur les Cyber-Crimes de 2015 ; la Loi sur les Services Médias de 2016 ; la Loi sur l'Accès à l'Information de 2016 ; le Règlement sur les Communications Electroniques et Postales (contenus en ligne) de 2018 ; et enfin la Loi sur la Conservation de la Faune Sauvage de 2009. Ils ont en commun de contenir un certain nombre de provisions limitatives, et de refuser aux populations le droit de jouir de toute prérogative en matière de droits de l'homme. La réduction de l'espace laissé à la société civile a permis une augmentation significative des affaires inhérentes à des rackets fonciers et des conflits fonciers en tout genre, mais aussi à des violations des droits de l'homme, des violences conjugales, ainsi qu'à de l'insécurité alimentaire. De nombreux conflits liés à la terre ont été enregistrés tout au long de l'année 2018, et une absence de sécurité foncière s'avère être de plus en plus un problème majeur pour les populations autochtones (pasteurs et chasseurs-cueilleurs) aux quatre coins du pays.

### **Les pasteurs Maasaï du village de Mabwegere (Région de Morogoro)**

L'un de ces exemples d'absence de sécurité foncière est celui du village de Mabwegere dans la Région de Morogoro. Selon les pasteurs Maasaï, ceux-ci ont habité cette zone, aujourd'hui juridiquement dénommée : village de Mabwegere, dans le District de Kilosa (Région de Morogoro), bien avant 1956, et la considèrent par conséquent comme leur terre ancestrale. En 1966, le gouvernement aurait d'ailleurs exclusivement délimité cette zone de Mabwegere pour les pasteurs. Mabwegere est devenu un village pastoral en 1989, et, le 5 Janvier 1990, celui-ci s'est vu délivrer un titre de propriété de 99 ans, couvrant une superficie totale de 10.234 hectares. Le village a été officiellement enregistré le 16 Juin 1999. Les pasteurs, d'une part, et les agriculteurs, d'autre part, soutenus par les autorités de district (Kilosa), n'entretiennent depuis lors que de piètres relations. Au fil du temps, celles-ci n'ont fait qu'empirer, et les politiciens se sont evertués à faire en sorte que les pasteurs soient chassés du village de Mabwegere. Les agriculteurs quant à eux (soutenus par les autorités locales) n'ont eu de cesse d'envahir régulièrement les terres de Mabwegere pour les cultiver. Le Conseil de Village de Mabwegere a donc porté l'affaire devant la Cour de Justice, en 2006, et, en 2012, la Cour d'Appel lui a donné raison, ordonnant le respect des délimitations juridiquement reconnues du village. Depuis lors, l'Etat refuse catégoriquement d'appliquer cette décision de justice. En 2018, faisant fi de celle-ci, le Ministère des Terres, de l'Habitat et du Peuplement, a déclaré que le gouvernement était sur le point de redessiner la carte du village de Mabwegere. Le Journal Mwananchi l'a d'ailleurs mentionné dans ses colonnes le 2 Octobre 2018.<sup>3</sup>

### **La situation des populations autochtones de Loliondo (Région d'Arusha)**

A Loliondo (District de Ngorongoro), le mépris vis-à-vis des décisions de justice est encore plus manifeste. Depuis 1992, les pasteurs Maasaï se battent contre l'occupation forcée de leur terre ancestrale par une société de chasse connue sous le nom d'Otterlo Business Corporation (OBC), basée aux Emirats Arabes Unis. Main dans la main avec l'appareil d'Etat de Tanzanie, en particulier les forces de police, elle a, une première fois, brutalement attaqué les pasteurs Maasaï en 2009, essayant ce faisant de les évincer de leurs terres. Puis, une seconde fois, en 2003, et plus récemment, en 2017, réduisant en cendres des villages traditionnels, pratiquant la torture, l'humiliation, le harcèlement, et occasionnant des arrestations et des poursuites à l'encontre de pasteurs Maasaï.<sup>4</sup>

Le gouvernement tanzanien tente à présent, sans aucune concession et malgré l'opposition rageuse de la communauté, de leur dérober pas moins de 1500 Km<sup>2</sup> de terre, constituant la majeure partie de leurs terres pastorales villageoises. Le Parc National de Serengeti ainsi que la Zone de Conservation du Ngorongoro ont révélé leur stratégie de voir les Maasaï expulsés des terres en question de telle sorte à en faire une nouvelle Zone de Conservation de la Faune Sauvage.<sup>5</sup>

En 2018, le Premier Ministre a ordonné l'établissement d'une supposée Autorité Spéciale de Gestion afin de contrôler la région en conflit. Il a répété que l'Autorité prendrait en considération les intérêts de chacune des parties, incluant la communauté et l'OBC.

En Septembre 2017, les pasteurs de Loliondo intentèrent un procès auprès de la Cour de Justice de l'Afrique de l'Est (EACJ). Parallèlement à cette action, ils ont déposé auprès de cette même Cour une demande d'injonction destinée à mettre un terme aux évictions, au harcèlement, à l'intimidation, et à toutes sortes d'actions susceptibles d'interférer avec la paix et l'harmonie au sein de cette région, pendant que l'action en justice proprement dite suit son cours. En Mars 2018, le gouvernement a déposé une objection préliminaire, au motif que les villageois ne sont pas habilités à poursuivre le gouvernement central. Ce faisant, l'objectif poursuivi par ce dernier est de permettre au procès principal de se poursuivre. La seconde stratégie gouvernementale pour invalider le recours en justice des villageois a été de déclarer que les procès-verbaux du recours en justice des Maasaï avaient été falsifiés, le gouvernement accusant de falsification les leaders de villages responsables du dépôt de recours en justice. Toutefois, le 25 Septembre 2018, la EACJ a pris une décision en faveur des villageois. La Cour a en effet ordonné l'arrêt des évictions, des campagnes de harcèlement et d'intimidation. La Cour a aussi ordonné une injonction temporaire fondée sur les faits et les preuves présentés devant elle, empêchant le gouvernement de pratiquer de nouvelles expulsions avant le terme du procès en cours. En Décembre 2018, deux activistes de Loliondo, Sapuk Maoi et Clinton Kairung, ont été détenus plusieurs jours à cause d'une soit-disant activité séditeuse.<sup>6</sup> Ils ont été relâchés puis de nouveau détenus en Janvier 2019. Telle est la continuation de la campagne sans fin d'intimidation subie par les pasteurs de Loliondo.

## **Les pasteurs Parakuyo du village de Kambala (District de Mvomero)**

De nombreux et violents conflits ont éclaté au village de Kambala (District de Mvomero). Ce village pastoral a été enregistré en 1975 et, en 1989, s'est vu décerner un titre de propriété pour 99 ans, avec assorti un plan de ses délimitations. Les villageois, qui sont essentiellement des pasteurs, se sont appliqués à vivre en bonne intelligence avec leurs voisins agriculteurs. Ceci est essentiellement dû à la nécessité requise d'obéir aux procédures et aux standards affichés par le règlement pour maintenir paix et harmonie. Le village a dans un même état d'esprit de conciliation incité les agriculteurs à produire des demandes de permis d'exploitation de telle sorte à ce qu'ils soient correctement orientés vers des zones non pastorales pour éviter tout conflit foncier. Dans le but de rectifier le non respect de telles procédures, les Assemblées Générales du Village de Kambala ont voté à maintes reprises des résolutions destinées à mettre fin à des permis qui avaient été délivrés avant que ne furent votées les nouvelles procédures, et les ont rendues publiques pour informer les agriculteurs qu'ils devraient dorénavant adresser de nouvelles demandes d'exploitation susceptibles d'obéir à des conditions acceptables tant de leur côté que de celui des pasteurs, et de répondre à des critères de prévision et de développement durable.<sup>7</sup>A ce jour, aucun agriculteur n'en a fait la demande, et, pis encore, nul n'a reconnu l'existence de Kambala. Les agriculteurs dans leur ensemble ont à contrario continué, année après année, d'envahir les terres villageoises et de voler celles-ci aux pasteurs. Toujours et encore, les agriculteurs se sont mobilisés au travers de gangs connus sous le nom de « Muano » en langue kaguru. Parfois, ils dérobent du bétail. Et quand les propriétaires se montrent, on les force à payer des amendes au mépris de la loi. D'autres fois, les gangs s'emparent de têtes de bétail pour les vendre ni plus ni moins dans les abattoirs.

En retour, les pasteurs s'organisent et se mobilisent pour y mettre fin. Bien souvent, cela se transforme en sanglantes échauffourées. Au fil des décennies, le conflit a fait des dizaines de morts, de nombreux blessés, ainsi qu'une multitude de maisons incendiées. Egalement, un nombre important de têtes de bétail ont été dérobées ou tuées. Durant toute l'année 2017, les tensions ont atteint un paroxysme.

Le 5 Février 2018, « Muano » a de nouveau envahi le village de Kambala, mettant le feu à trois villages traditionnels de pasteurs Maasaï.<sup>8</sup> Miraculeusement, aucune perte humaine n'a été à déplorer. Une source anonyme précise aussi qu'aucune arrestation n'a été faite au terme de ce nouvel épisode violent.

## **La situation des populations autochtones de la Zone de Conservation du Ngorongoro.**

La Zone de Conservation du Ngorongoro (NCA) a été créée en 1959 et couvre une superficie de 8292 Km<sup>2</sup>. Il s'agit d'une région connaissant plusieurs modes

d'exploitation de la terre, aux fins de : (1) conserver ses ressources naturelles ; (2) promouvoir le tourisme et (3) sauvegarder autant que promouvoir les intérêts des Maasaï. Malheureusement, l'Autorité en charge de la NCA (NCAA) n'a jamais tenu compte de l'obligation qui lui est faite de « sauvegarder et de promouvoir les intérêts des Maasaï ». Les Maasaï et leur cheptel se voient de plus en plus interdire l'accès à des pâturages vitaux pour leurs activités pastorales, et, en 2018, ils se sont même vus interdire totalement l'accès à trois cratères de vitale importance pour la reproduction de leur pastoralisme : le Ngorongoro, l'Olmoti et Embakaai ; mais aussi aux hautes terres de la Zone de Conservation, ainsi qu'au Bassin du Lac Ndutu. Cette interdiction a d'incalculables conséquences pour les pasteurs de toute la région. Et la crainte est de voir le gouvernement planifier ni plus ni moins l'expulsion à très grande échelle des pasteurs Maasaï de la Zone de Conservation<sup>9</sup> Dans un récent article publié dans le journal Jamhuri, le Conservateur de Ngorongoro semble en effet le confirmer : « le gouvernement souhaite réviser le cadre juridique de la Zone de Conservation du Ngorongoro. » Si tel devait être le cas, les pasteurs subiraient des conséquences de très grande portée. Enfin, concernant la révision du Plan Général de Gestion (GMP), qui a tenté de se frayer un chemin à marche forcée (et sans aucune participation des pasteurs) tout au long de 2018, elle semble pour l'heure avoir été stoppée. Quatre soi-disant représentants de la communauté ont été choisis de façon aléatoire, mais furent destitués dès les premières étapes du processus de révision. Aujourd'hui, les responsables du GMP prétendent attendre l'arrivée d'une nouvelle loi pour la NCA. Rien n'est encore très clair à propos de cette loi, et si même elle verra le jour. Nul ne connaît quand elle sera rédigée ni encore moins quand elle sera mise en application. Ce qui est clair par contre, c'est que la communauté autochtone des Maasaï continue d'être superbement ignorée.

### **L'extension des Zones Protégées**

La Tanzanie a attribué pas moins de 34% de l'ensemble de son territoire à 16 Parcs Nationaux, et ceux-ci n'ont de cesse d'agrandir leur superficie. Ces derniers ont été créés sur la base de l'expulsion préalable, forcée et violente des pasteurs et des chasseurs-cueilleurs. Les victimes de ces exclusions n'ont de plus jamais bénéficié d'un quelconque dédommagement. L'extension des Parcs Nationaux en Tanzanie a continué de constituer un grave problème en 2018 pour les communautés autochtones qui résident aux portes de ceux-ci. Le Parc National du Serengeti, qui est déjà à lui seul de la taille d'un pays comme la Belgique, a continué de modifier ses limites du côté des Districts de Serengeti, Ngorongoro et Tarime (le village de Gibaso est la plus lourde victime de cette extension programmée) de telle sorte à élargir toujours plus sa superficie. Des villages du District de Bunda (en particulier ceux de Serengeti, Nyatwali et Tamau) se sont battus en 2018 contre cette politique d'extension supposée garantir à la faune sauvage l'accès du Lac Victoria.

## **Menace de dépossession, dans le District de Hai, en vue de l'extension de l'Aéroport International de Kilimanjaro**

Un autre grave conflit foncier est en cours dans le District de Hai (Région de Kilimanjaro). Le conflit oppose principalement sept villages de pasteurs Maasaï (Sanya Station, Chemka, Mtakuja, Majengo, Samaria, Malula et Maroroni) à l'Aéroport de Kilimanjaro.

Petit rappel : les Maasaï ont habité cette région depuis des temps immémoriaux. Dans les années 1970, le gouvernement n'a jamais recherché ni encore moins reçu le consentement instruit, libre et préalable des pasteurs Maasaï en vue de la construction de l'aéroport sur leur terre ancestrale.<sup>10</sup> A cette époque-là, les Maasaï résistèrent toutefois plutôt bien à ce racket et réussirent même à limiter l'aire aéroportuaire clôturée à 460 hectares.<sup>11</sup> Toutefois, au milieu des années 1980s, le Ministère des Affaires Foncières délimita, au nom du développement, une zone de 110 Km<sup>2</sup> sur le pourtour de l'aéroport. Cette décision a été jusqu'à aujourd'hui la source d'une multitude de conflits. En 2018, la police a procédé à l'arrestation d'une vingtaine de pasteurs au motif d'avoir fait pâturer leurs animaux dans une forêt qui, ironie de l'histoire, avait jadis été plantée par la communauté Maasaï sur sa terre ancestrale ! Des patrouilles, composées de membres issus du personnel de l'Aéroport International de Kilimanjaro (KIA), et procédant à des campagnes d'intimidation, ont également été vues par de nombreux témoins dans ladite région convoitée. Pendant ce temps, le Secrétaire Général du Ministère de l'Elevage s'y est rendu et a déclaré vouloir recueillir le point de vue des pasteurs au sujet de ce conflit foncier afin que le gouvernement puisse agir en conséquence.

### **L'éviction finale des Barabaig à Vilima Vitatu**

Le 13 Septembre 2018, 18 villages traditionnels appartenant aux pasteurs Barabaig de la région de Maramboi, au sein du Village de Vilima Vitatu (District de Babati) ont été incendiés et réduits en cendres. Il avait été dit dans un premier temps que c'était le Préfet de Babati qui avait ordonné la mise à feu pour contenir la propagation d'une épidémie d'anthrax dans la région. En fait, il s'est avéré par la suite que c'était le gouvernement lui-même qui, ce faisant, avait cherché à expulser de force les 18 familles résidant sur cette terre de telle sorte à permettre à une société de tourisme (UN Lodge en Afrique Ltd) –qui gère une structure au cœur de la Zone de Gestion de la Faune Sauvage (WMA) de Burunge- de s'y installer à leur place. Ces expulsions forcées ont eu lieu en dépit du fait que les victimes de l'attaque avaient gagné le procès 77 de 2012 (Halmashauri ya Kijiji cha Vilima Vitatu na Jumuuiya ya Hifadhi ya Wanyamapori-Burunge vs Udaghwenga Bayay et 16 Autres) auprès la Cour d'Appel de Tanzanie. Environ 300 pasteurs, dont des anciens et des enfants, se sont retrouvés sans toit du jour au lendemain. Jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont reçu le soutien d'aucun parti. Le 15 Janvier 2019, le Président de la République Unie de Tanzanie s'est exprimé contre

l'expropriation de terre faite au nom de la préservation de la faune sauvage aux dépens des pasteurs. Il a donné pour instruction au Ministre des Ressources Naturelles et du Tourisme de mettre un terme au bornage arbitraire des frontières qui provoque les conflits avec les villages. Une toute petite lueur d'espoir au cœur d'un long tunnel très sombre de violations des droits de l'homme. Mais, cet espoir est seulement provisoire en raison de la proximité des élections locales prévues à la fin de 2019, suivies par les élections générales de 2020.

## Notes and Références:

1. See [www.answers.com/Maasai](http://www.answers.com/Maasai); [www.answers.com/Datoga](http://www.answers.com/Datoga); [www.answers.com/Hadza](http://www.answers.com/Hadza).
2. Other sources estimate the Hadzabe at between 1,000 – 1,500 people. See, for instance, Madsen, Andrew, 2000: *The Hadzabe of Tanzania. Land and Human Rights for a Hunter-Gatherer Community*. Copenhagen: IWGIA.
3. See IPP media, “Migogoro ya ardhi kutumbua vigogo” at <http://bit.ly/2IBtEep>
4. See IWGIA Urgent Alert August 2017 “Forced evictions of Maasai people in Loliondo, Tanzania”
5. See Conservation Watch, “KfW comments on its support to the Serengeti Ecosystem Development and Conservation Project, Tanzania” at <http://bit.ly/2INgGu6>
6. See IPP media, “Arusha police admit case of mistaken identity in arrest of Belgian” at <http://bit.ly/2IC6JQj>
7. See a letter from the Kambala Village Chairman to the District Commissioner dated 3 December 2000; minutes of Kambala Village General Assembly dated 18 December 2000 as well as the District Commissioner’s letter dated 24 October 2005.
8. Bomas are homesteads each containing multiple houses
9. See Gazeti la Jamhuri, “Ngorongoro: Haijapata kutokea” at <http://bit.ly/2ID2QL4>
10. Article 19 of UNDRIP requires States “to consult and cooperate in good faith with the indigenous people concerned through their own representatives’ institutions in order to obtain their free, prior and informed consent before adopting and implementing legislative or administrative measures that may affect them.”
11. The size of the fenced area was supplied by Mattijs Smith, pers. comm. 27 November 2014. At the time of the interview, Smith was KADCO Managing Director.

*Edward Porokwa is a lawyer and advocate at the High Court of Tanzania. He is currently Executive Director of Pastoralists Indigenous NGOs Forum (PINGOs Forum), an umbrella organization for pastoralists and hunter-gatherers in Tanzania. He holds a Bachelor’s degree in Law (LLB Hon) from the University of Dar es Salaam and a Master’s degree in Business Administration (MBA) from ESAMI/Maastricht School of Management. He has 15 years’ experience of working with indigenous peoples’ organizations in the areas of human rights advocacy, policy analysis, constitutional issues and climate change.*

Source : IWGIA The Indigenous World 2019  
Traduction pour le GITPA **par Xavier Peron**  
Membre du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique